

## **Annex 6**

Agreement between Switzerland and the International  
Olympic Committee

Texte original

0.192.122.415.1

## Accord

### entre le Conseil fédéral suisse et le Comité International Olympique relatif au statut du Comité International Olympique en Suisse

Conclu le 1<sup>er</sup> novembre 2000  
Entré en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2000  
(Etat le 20 mars 2001)

---

*Le Conseil fédéral suisse,*  
d'une part,  
*et*  
*le Comité International Olympique,*  
d'autre part,

considérant la décision du Conseil fédéral suisse du 23 juin 1999 relative au statut du Comité International Olympique en Suisse,

constatant que, depuis 1981, les activités du Comité International Olympique se sont considérablement développées et qu'en qualité d'autorité suprême du Mouvement olympique, le Comité International Olympique a atteint une dimension mondiale,

considérant que le rôle universel du Comité International Olympique dans un domaine important des relations internationales, la notoriété qui est la sienne de par le monde et les accords de coopération qu'il a conclus avec des organisations intergouvernementales font apparaître des éléments de la personnalité juridique internationale,

désireux de confirmer dans un accord le statut du Comité International Olympique en Suisse,

*sont convenus des dispositions suivantes:*

#### **Art. 1**           Capacité juridique

Le Conseil fédéral suisse reconnaît la capacité juridique en Suisse du Comité International Olympique, désigné ci-après le CIO.

#### **Art. 2**           Liberté d'action

1. Le Conseil fédéral suisse garantit l'indépendance et la liberté d'action du CIO.
2. Il lui reconnaît une liberté de réunion absolue, comportant la liberté de discussion, de décision et de publication, sur le territoire suisse.

#### **Art. 3**           Régime fiscal

1. Le Conseil fédéral suisse exonère le CIO de l'impôt fédéral direct conformément à l'art. 56, let. g, de la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct<sup>1</sup>.

RO 2001 845  
<sup>1</sup> RS 642.11

2. Il exonère la Fondation Musée Olympique, la Fondation Olympique et la Fondation Internationale pour la Trêve Olympique de l'impôt fédéral direct conformément à l'art. 56, let. g, de la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct.

3. La Caisse de pension du CIO est exonérée des impôts directs fédéraux, cantonaux et communaux, ainsi que des impôts cantonaux et communaux sur les successions et les donations conformément à l'art. 80, al. 2, de la loi fédérale du 25 juin 1982 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP)<sup>2</sup>, dans la mesure où ses revenus et ses éléments de fortune sont exclusivement affectés à la prévoyance professionnelle.

#### **Art. 4** Régime douanier

Le Conseil fédéral suisse s'engage à faire accélérer les formalités concernant le traitement en douane de tout envoi destiné à l'usage officiel du CIO.

#### **Art. 5** Libre disposition des fonds

Le CIO peut recevoir, détenir, convertir et transférer tous les fonds quelconques, toutes devises, tous numéraires, de l'or et autres valeurs mobilières, en disposer librement tant à l'intérieur de la Suisse que dans ses relations avec l'étranger.

#### **Art. 6** Symbole olympique

Le symbole olympique, constitué de cinq anneaux entrelacés – bleu, jaune, noir, vert et rouge – placés dans cet ordre de gauche à droite, est protégé conformément à l'ordre juridique suisse et aux conventions internationales applicables.

#### **Art. 7** Personnel étranger

1. Le Conseil fédéral suisse exempte le CIO de l'application de la législation limitant le nombre des étrangers (O du 6 oct. 1986 limitant le nombre des étrangers, OLE<sup>3</sup>).

2. Il exempte la Fondation Musée Olympique, la Fondation Olympique et la Fondation Internationale pour la Trêve Olympique de l'application de la législation limitant le nombre des étrangers (O du 6 oct. 1986 limitant le nombre des étrangers, OLE).

3. Il fera en sorte qu'en cas de perte d'emploi, le personnel étranger du CIO, de la Fondation Musée Olympique, de la Fondation Olympique et de la Fondation Internationale pour la Trêve Olympique puisse bénéficier d'une tolérance limitée dans le temps afin de régulariser sa situation conformément au droit au vigueur.

<sup>2</sup> RS 831.40

<sup>3</sup> RS 823.21

**Art. 8** Service militaire des collaborateurs suisses

1. Les collaborateurs du CIO qui ont la nationalité suisse restent astreints aux obligations militaires en Suisse conformément aux dispositions du droit suisse en vigueur.
2. Un nombre limité de congés militaires (congés pour l'étranger) peut être accordé à des collaborateurs suisses du CIO exerçant des fonctions dirigeantes au sein du CIO.
3. Pour les collaborateurs de nationalité suisse du CIO qui n'entrent pas dans la catégorie du par. 2 ci-dessus, des demandes de permutation du service d'instruction, dûment motivées et contresignées par l'intéressé, peuvent être présentées.
4. Les demandes de congé pour l'étranger et les demandes de permutation du service d'instruction sont soumises par le CIO au Département fédéral des affaires étrangères à l'intention du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports.

**Art. 9** Accès, séjour et sortie

Les autorités suisses prennent toutes mesures utiles pour faciliter l'entrée sur le territoire suisse, la sortie de ce territoire et le séjour à tous les membres du CIO ainsi que, dans la mesure du possible, à toutes les personnes, quelle que soit leur nationalité, appelées en qualité officielle auprès du CIO.

**Art. 10** Cartes de légitimation

1. Le CIO peut émettre sous sa propre responsabilité une carte de légitimation selon un modèle soumis à l'approbation du Département fédéral des affaires étrangères et remettre celle-ci aux membres du CIO et à ceux de sa Direction en vue de faciliter l'exécution du présent Accord par toute autorité fédérale, cantonale et communale.
2. Il communique régulièrement au Département fédéral des affaires étrangères la liste des titulaires, en indiquant pour chacun d'eux la date de naissance, la nationalité, le domicile et la fonction qu'ils exercent.

**Art. 11** Prévention des abus

Le CIO et les autorités suisses coopéreront en tout temps en vue de faciliter une bonne administration de la justice, d'assurer l'observation des règlements de police et d'empêcher tout abus des exemptions et facilités prévues dans le présent Accord.

**Art. 12** Assistance des représentations diplomatiques et consulaires suisses à l'étranger

Le CIO pourra avoir recours, en cas de nécessité, à l'assistance des représentations diplomatiques et consulaires suisses à l'étranger.

**Art. 13** Sécurité de la Suisse

1. La compétence du Conseil fédéral suisse de prendre toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder la sécurité de la Suisse est réservée.
2. Le CIO collabore avec les autorités suisses en vue d'éviter tout préjudice à la sécurité de la Suisse du fait de son activité.

**Art. 14** Exécution de l'Accord par la Suisse

Le Département fédéral des affaires étrangères coordonne l'exécution du présent Accord au sein de l'administration fédérale.

**Art. 15** Règlement des différends

Tout différend entre les parties au présent Accord concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord est réglé par des négociations entre les parties.

**Art. 16** Révision de l'Accord

1. Le présent Accord peut être révisé à la demande de l'une ou l'autre partie.
2. Dans cette éventualité, les deux parties se concertent sur les modifications qu'il peut y avoir lieu d'apporter aux dispositions du présent Accord.

**Art. 17** Dénonciation de l'Accord

Le présent Accord peut être dénoncé par l'une ou l'autre partie, moyennant un préavis écrit d'un an.

**Art. 18** Entrée en vigueur

Le présent Accord entre en vigueur le jour de sa signature.

Fait à Berne, le 1<sup>er</sup> novembre 2000, en double exemplaire, en langue française.

Pour le  
Conseil fédéral suisse:

Adolf Ogi  
Joseph Deiss

Pour le  
Comité International Olympique:

Juan Antonio Samaranch  
François Carrard

*Original text*  
**Agreement**

Between the Swiss Federal Council and the International Olympic Committee  
Regarding the statute of the International Olympic Committee in Switzerland

Concluded on 1 November, 2000  
Entry into force 1 November 2000

(State on 20 March 2001)

---

*The Swiss Federal Council*  
on the one hand  
*and*  
*the International Olympic Committee*  
on the other,

bearing in mind the decision of the Swiss Federal Council of 23 June 1999 relating to the statute of the International Olympic Committee in Switzerland,

observing that, since 1981, the activities of the International Olympic Committee have considerably broadened and that in its capacity as the supreme authority of the Olympic Movement, the International Olympic Committee has assumed global dimensions,

considering the fact that the universal role of the International Olympic Committee in the vital field of international relations, its global reputation and the cooperation agreements that it has concluded with intergovernmental organizations, bring to the fore features of an international legal personality,

desirous of confirming the statute of the International Olympic Committee in an agreement,

*have agreed on the following provisions:*

**Art. 1**            Legal Capacity

The Swiss Federal Council shall recognize the legal capacity in Switzerland of the International Olympic Committee, hereinafter referred to as the IOC.

**Art. 2**            Freedom of Action

1. The Swiss Federal Council shall guarantee the independence and the freedom of action of the IOC
2. It shall accord it complete freedom to meet, including the freedom of discussion, decision and publication on Swiss territory.

**Art. 3**            Tax Regime

1. The Swiss Federal Council shall exempt the IOC from direct federal taxes in compliance with Art. 56, let. g, of the federal law of 14 December 1999 on direct federal taxes<sup>1</sup>

2. It shall exonerate the Olympic Museum Foundation and the International Foundation for the Olympic Truce from direct federal taxes in conformity with Art.56, let.g of the federal law of 14 December 1990 on direct federal taxes.
3. The IOC Pension Fund shall be exempted from direct federal, cantonal and communal taxes, as well as cantonal and communal inheritance and donation taxes in conformity with Art. 80, par.2 of the Federal law of 25 June 1982 on professional provision for old age, survivors and invalidity (LPP)<sup>2</sup>, in so far as the income and the proceeds of wealth are exclusively channeled to the professional providence fund.

**Art. 4** Customs Regime

The Swiss Federal Council shall undertake to expedite formalities regarding the custom's handling of any shipment intended for the official use of the IOC.

**Art. 5** Free Disposal of Funds

The IOC shall be able to receive, hold, convert and transfer all types of funds, all currencies, all cash, gold and other securities and freely dispose of them both within Switzerland and in its foreign relations.

**Art. 6** Olympic symbol

The Olympic symbol, comprising five interlaced rings – blue, yellow, black, green and red – placed in this order from left to right, shall be protected in conformity with Swiss judicial order and applicable international conventions.

**Art. 7** Foreign Staff

1. The Swiss Federal Council shall exempt the IOC from the application of legislation limiting the number of foreigners (0 from the 6 Oct. 1986 limiting the number of foreigners. OLE<sup>3</sup>).
2. It shall exempt the Olympic Museum Foundation, the Olympic Foundation and the International Foundation for the Olympic Truce from the application of the legislation limiting the number of foreigners (0 from the 6 Oct. 1986 limiting the number of foreigners. OLE).
3. It shall ensure that in the event of job loss, the foreign staff of the IOC, the Olympic Museum Foundation, the Olympic Foundation and the International Foundation for the Olympic Truce shall enjoy a fixed time allowance within which to regularize their situation in keeping with the prevailing law.

<sup>2</sup> RS831.40

<sup>3</sup> RS823.21

**Art. 8** Military Service for Swiss collaborators

1. The IOC collaborators of Swiss nationality shall remain obliged to fulfill their military duties in Switzerland in conformity with the provisions of prevailing Swiss law.
2. A limited number of military leave allowances (foreign leave) may be granted to IOC's Swiss collaborators holding management positions within the IOC.
3. For IOC collaborators of Swiss nationality not falling into the category described in par. 2 above, applications for training exchange which have been properly justified and countersigned by the party concerned, may be submitted.
4. Applications for foreign leave and requests for training exchange shall be submitted by the IOC to the Federal Department of Foreign Affairs for the attention of the Federal Departments of Defense, Protection of the Population and Sports.

**Art.9** Access, stay and exit

The Swiss authorities shall take all necessary measures to facilitate entry into Swiss territory, exit from this territory and the stay of all members of the IOC as well as, as far as possible, all persons, whatever their nationality, who are called upon to work with the IOC in an official capacity.

**Art. 10** Accreditation Cards

1. The IOC may on its own responsibility issue an accreditation card in accordance with a design submitted for approval to the Federal Department of Foreign Affairs and may hand these out to IOC members and management staff with a view to facilitating the implementation of this Agreement by the federal, cantonal and communal authorities.
2. It shall regularly inform the Federal Department of Foreign Affairs of the list of holders of these cards, indicating for each one the date of birth, nationality, domicile and the duties which are carried out.

**Art. 11** Abuse Prevention

The IOC and the Swiss authorities shall cooperate at all times with a view to facilitating proper administration of justice, ensuring compliance with police regulations and preventing any abuse of the exemptions and facilities provided for in this Agreement.

**Art. 12** Assistance from Swiss diplomatic and consular offices abroad

The IOC may, should the need arise, have recourse to assistance from Swiss consular and diplomatic offices abroad.

**Art. 13** Switzerland's Security

1. The Swiss Federal Council shall reserve the power to take all necessary measures to safeguard the security of Switzerland.
2. The IOC shall collaborate with the Swiss authorities in taking all necessary steps to avoid any compromise to Swiss security due to the activities of the IOC.



**Art. 14** Implementation of the Agreement by Switzerland

The Federal Department of Foreign Affairs shall coordinate the implementation of this Agreement within the Federal administration.

**Art. 15** Settlement of Disputes

Any dispute between the parties to this Agreement regarding the interpretation or application of the Agreement shall be settled by negotiation between the parties.

**Art. 16** Revision of the Agreement

1. This Agreement may be revised at the request of one or other of the parties.
2. In case of such an eventuality, the two parties shall consult on the amendments which might have to be made to the clauses of this Agreement.

**Art. 17** Withdrawal from the Agreement

Either party may withdraw from this agreement, subject to a written notice of one year.

**Art. 18** Entry into Force

This Agreement shall enter into force on the date of signature.

Done in Berne, 1 November, 2000, in two copies, in the French language

For the  
Swiss Federal Council:

Adolf Ogi  
Joseph Deiss

For the  
International Olympic Committee:

Juan Antonio Samaranch  
François Carrad